Burundi: Un forcing politique du parti au pouvoir risque d'être suicidaire

@rib News, 13/03/2015La politique de la terre brûIée du CNDD-FDD à l'approche des élections de 2015Par Gerva Marcel Cishahayo Le président Nkurunziza Pierre et son parti CNDD-FDD sont confrontés à une opposition fragmentée mais résolue, une société civile déterminée et une communauté internationale de plus en plus ferme. Acculé de t parts, et incapable de contempler de quitter (ou garder) le pouvoir À travers des ©lections comp©titives r©ellement démocratiques le parti CNDD-FDD fait des fuites en avant et fait planer le spectre de la violence pour forcer un troisià me mandat présidentiel de Pierre Nkurunziza, ou à défaut, une victoire à tous prix pour son parti. Alors que le multipartisme est légalement reconnu au Burundi, une frange de jusqu'au-boutistes au sein du parti CNDD-FDD au pouvoir semblent plus ne pas vouloir comprendre que l'alternance au pouvoir à l'issue d'élections réc libres est une des caractéristiques principales de la gouvernance démocratique pour laquelle le Burundi a opté avec la signature des accords d'Arusha et l'adoption de la Constitution du 18 mars 2005. A tort ou à raison, des irréductibl sein du pouvoir croient ou perçoivent qu'ils ont tout à perdre et s'adonnent à des pratiques antidémocratiques répressives et de culte de la personnalité caractéristiques du systà me politique de parti unique. Cette politique que certains n'hésitent pas de qualifier de «Â terre brulée Â» au mépris de la quasi-unanimité nationale (voire intern contre un éventuel troisiÃ"me mandat présidentiel du président actuel Pierre Nkurunziza et le maintien forcé au pouvoir du parti CNDD-FDD suscite beaucoup d'inquiétudes au Burundi, dans la région des Grands lacs en Afrique et au-delÃ Les récents remaniements effectués notamment à la tête des services de sécurité et d'autres postes sensibles de l'administration, l'évasion spectaculaire de Hussein Rajabu, les dossiers régulièrement dévoilés et décriés médias ne font qu'accentuer le malaise au sein d'une population qui a du mal à se remettre des séquelles de plus quinze ans de guerre civile, une gouvernance gangrénée par les vices de toutes sortes et une pauvreté qui ne dit pas Tandis que l'opposition politique et la société civile (même fragmentées) se sont déjà exprimées unanimement contre un tel mandat, pour ne citer qu'un exemple, ce dimanche 08 Mars 2015, la puissante et influente église catholique du Burundi a transmis un message unanime clair dans ce sens à ses fidÃ"les. La grogne est perceptible mÃame au sein du parti au pouvoir. Discrétion professionnelle oblige, le langage diplomatique délibérémen mesuré et/ou parfois ambigu entretenu par certaines chancelleries des partenaires régionaux et internationaux du Burundi continue à faire croire aux ténors et inconditionnels d'un troisiÃ"me mandat du Président Nkurunziza et du par CNDD-FDD qu'ils peuvent brader l'opinion nationale et internationale. Certains soupçonnent même des forces de l'ombre d'être derrière cette attitude du pouvoir. Les Nations Unies à travers son Conseil de sécurité et la MNU BNUB) ont investi des ressources considérables (matérielles, humaines, temps) pour faire (des élections de 2015) du Burundi un modà le d'une transition post-conflit réussie vers l'établissement d'un état de droit et d'une b démocratique. Cependant ces efforts risquent de souffrir des tares inhérentes aux contradictions (divergences de vues, d'approches, des priorités et) des intérÃats géopolitiques des grandes et moyennes puissances de ce monde au sein mÃame de ce Conseil. En effet par exemple, si la position officielle des partenaires principaux du Burundi tels que les USA et l'UE a été exprimée diplomatiquement contre un troisià me mandat présidentiel qui ne respecterait pas les Accords d'Arusha et la Constitution qui en ©mane, celle des autres membres du conseil de s©curit© tels que la Fédération Russe et la Chine restent moins connues et risquent de suggérer des interprétations les plus controversée En plus d'une pression interne effective, une position collective du conseil de sécurité articulée dans ce sens pourrait infléchir la position du président actuel et les irréductibles de son parti pour abandonner leur approche catastrophiste et accepter d'appliquer sans malice, les rà gles à ctablies du jeu dà cmocratique. Pour une certaine opinion, malgrà les eff entrepris pour apporter des corrections aux défaillances du processus d'enrà lement des électeurs que l'oppositior de manœuvres frauduleuses, les élections sont déjà sérieusement compromises à cause de la confection d'un fichi électoral de référence basé sur l'octroi de cartes d'identité ouvert aux abus de toutes sortes comme cela a et documenté. Sous d'autres cieux, dans un souci d'assainir le climat politique actuellement vicié, un tel enrà leme aurait été purement et simplement annuléÂ: la CENI, les CEPI et les CECI auraient été dissoutes et reconstituées p les rendre plus représentatives de toutes les forces politiques, la société civile et les partenaires sociaux. Â la manipulation des partis politiques et tous les forfaits et les tares dont le pouvoir peut ê tre accusé à tort ou à raison, l'utilisation des corps de d©fense et de sécurité et l'appareil judiciaire pour mener une persécution systématic leaders et des membres des partis politiques les plus crédibles membres ou non des coalitions notamment le FNL d'Agathon Rwasa, le MSD d'Alexis Sinduhije, le CNDD de Léonard Nyangoma, UPD Zigamibanga, etcâ€lengendre malaise généralisé perceptible à travers tout le pays. Les Barundi digà rent mal les exécutions, les injustices, les persécutions de toutes sortes et la corruption endémique qui leur rappellent les régimes du passé. En capitalisant sur la domination par son parti de l'administration et des forces de défense de sécurité en plus de sa milice militarisée «Â Imbonerakure Â», le parti CNDD-FDD risque de pécher par excÃ"s et d'être pris dans son propre piÃ"ge. En effe même si la problématique ethnique persiste, elle a évolué tant au niveau régional que national où l'antagonisme ethnique est maintenant dédoublé de compétition politique intra-ethnique. Sur la scà ne politique beaucoup s'accord pour reconnaître que chaque parti pris séparément, même s'il n'est pas reconnu par le ministre de l'intéri donc pas mener légalement ses activités, le FNL d'Agathon Rwasa est indubitablement le challenger principal du CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza et que sa coalition avec d'autres partis de l'opposition améliorerait davantage ses chances de succÃ"s aux prochaines élections. AprÃ"s quinze ans de guerre interethnique polarisée entre Hutus et Tutsi, d'une part, les barundi ne sont pas facilement motivés pour une guerre intra-ethnique (entre hutus ou entre tutsi). D'autre part, sous les pressions d'une opposition politique même fragmentée, une société civile déterminée contexte d'une situation économique catastrophique défavorable et des partenaires nationaux et internationaux de plus en plus impatients, une approche de forcing politique et de terre brûIée risque d'Ãatre suicidaire pour une formation politique qui aura ainsi dépensé, en si peu de temps, son capital politique considérable à l'issue des premià res él de 2005 aprÃ"s les Accords d'Arusha. A propos de l'auteur Gervais Marcel Cishahayo est un membre de la diaspo burundaise depuis la fin des années 1970s et établi à Malte, UE. Professeur, consultant sur les questions relatives à l'éducation, la géophysique, les NTICs, la diplomatie et les relations internationales, il est l'auteur d'articles d†de contributions diverses dans les médias sur l'immigration, la sécurité et l'intégration régionale. Avocat de la gouvernance démocratique bien connu des milieux politiques et académiques et n'ayant jamais adhéré officielleme aucun parti depuis les années 1980s, il est l'auteur d'une thÃ"se d'analyse de la dimension de la sécurité de Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) présentée à l'Académie Méditerranéenne d†Diplomatiques de l'Université de Malte.